Deux résurrections – Saint-Simonisme et Proudhonisme*

Auteur : Célestin Bouglé

24 octobre 1918

* Publié initialement dans : Bouglé, C. (1918). « Deux résurrections – Saint-Simonisme et Proudhonisme ». *L'Europe nouvelle*, Vol. 1, n° 42 (24 octobre), pp. 2005–2007.

Délaissé en apparence au profit de doctrines étrangères, la pensée du vieux socialisme français n'en continuait pas moins à former l'esprit de la classe ouvrière et de ses militants. Depuis quelques années on la voit réapparaitre, plus ou moins consciemment, mais avec netteté.

Il appartenait à l'auteur de la « Sociologie de Proudhon *» et d'un volume que sera bientôt publié, et qui nous mènera «* chez les prophètes socialistes *», de préciser pour les lecteurs de l'*Europe Nouvelle* les signes auxquels se reconnaît cette résurrection des doctrines de quarante-huit.*

Quiconque unit, à la curiosité des réalités présentes, quelque connaissance des systèmes classiques de philosophie sociale, ne peut s'empêcher de chercher une liaison entre ces deux termes. Parmi les doctrines construites par nos grands inventeurs socialistes, n'en est-il pas qui cadrent avec les faits économiques dont nous sommes témoins ? Leurs idées, ressuscitées, ne pourraient-elles servir de centres de coordination à tant de transformations qui s'ébauchent spontanément sous nos yeux ? De ces principes capables de revivre pour organiser la vie, on en trouverait, semble-t-il, du côté du Saint Simonisme ; on en trouverait aussi du côté du Proudhonisme : l'un complètant ou corrigeant l'autre.

M. Ch. Rist écrivait l'autre jour dans la *Revue d'économie politique* : « C'est d'un néo-saint-simonisme que nous aurions besoin ». Vœu pieux ? Il y a quelque chose de plus, dans la praole de l'historien économiste. Il sait que les faits préparent la renaissance qu'il rêve par la force des choses, — par les nécessités de la guerre — il a y d'ores et déjà, plus que jamais, du saint-simonisme dans l'air.

C'est même un des paradoxes de l'heure présente : la guerre, qu'ils détestaient plus que tout au monde, trainant ces grands pacifistes sur son char, et rouvrant les voies à leur programme.

Ils ont cru à la paix, à la paix rendue quasi fatale par les progrès même de l'industrie. Ils n'avaient pas prévu qu'un peuple se rencontrerait pour opérer la synthèse de deux éléments, selon eux, irréductiblement hostiles à l'autre : militarisme et industrialisme. Par cette synthèse inattendue, fut préparée la formidable explosion, bien faite pour ruiner la foi des saintsimoniens.

Mais s'ils se sont trompés sur ce point, et lourdement, combien de fois n'ont-ils pas parlé, les premiers, le langage qui devient courant aujourd'hui.

Leur industrialisme s'oppose à ce qu'ils appellent le constitutialisme. Et leur socialisme donne le pas au souci de la production.

C'est dire que deux problèmes perdent de leur intérêt, à leurs yeux : celui des formes gouvernementales, et celui aussi des modalités de la répartition.

Bien des esprits aujourd'hui, venus de côtés très différents, conviendraient qu'on s'est trop laissé obséder par ces deux séries de problèmes. « Moins de politique » ; quand on accepte ce mot d'ordre, on veut rappeler, conformément à la tradition saint-simonienne, que ce qui importe par-dessus tout, c'est la mise en valeur des ressources de la nation. Pour mener à bien cette

tâche, pour préparer ce que Herriot appelle le remembrement économique de la nation, il importe qu'on attache moins d'importance à telles formules qu'hier encore pouvaient diviser les partis. Il importe qu'on garde, pour la lutte contre la nature, quelque chose de l'union sacrée que nous a imposée la résistance à l'ennemi. Ne pourrait-on, demandait hier M. Audibert, fonder un parti supérieur à tous les partis, qui serait un parti productiviste ?

Productiviste, ce mot nouveau désigne moins une naissance qu'une renaissance : la renaissance de l'état d'esprit des pères du *producteur*. Lysis nous répète sur tous les tons : « intensifiez la production : la répartition ira de soi. Telle est la vraie formule de la démocratie nouvelle ». Et pour établir sa thèse, il dénonce à plaisir ce qu'il appelle l'erreur française. Il n'oublie qu'un point ; c'est une idée française depuis longtemps formulée qu'il reprend. C'est un vieux territoire français qu'il redécouvre.

Transformer la nation en un vaste atelier, et pour que l'homme soit moins exploité par l'homme, s'attacher d'abord à mieux exploiter le globe, c'est bien, aux yeux des saint-simoniens, l'idéal qui prime tout. Leur pensée ira par étage du libéralisme au socialisme. Mais leur socialisme restera toujours, nous dit un de leurs meilleurs historiens, Elie Halévy, un socialisme de la production.

Pour atteindre cet idéal, quelques-unes des méthodes que les saint-simoniens vantent coïncident justement avec celles que nous ont imposées les nécessités de la guerre.

L'état a dû se mêler à tout ou presque, mais non sans changer ses mœurs. Pour la joie de Maxime Leroy, juriste ardent à saluer les nouveautés, l'action administrative a pris des formes inédites. Devant la diminution des arrivages et la multiplication des besoins, il a fallu acheter pour la nation, répartir les denrées entre les provinces, les matières premières entre les usines.

Tâches immenses et complexes qu'on ne pouvait songer à mener à bien sans la collaboration des hommes d'expérience.

Et c'est ainsi que des industriels, des commerçants, des banquiers, des ingénieurs furent introduits dans les comités régionaux, dans les offices interministériels, dans les conseils du gouvernement. Et ce fut ce que Maxime Leroy appelle « l'avènement administratif des producteurs ». Mais n'est-ce pas précisément cet avènement que réclamait l'auteur des *Lettres d'un habitant de Genève* ? Dans les différentes « Chambres » dont il demande la constitution, pour qu'enfin la politique devienne vraiment industrielle, — chambres d'invention, d'examen, d'exécution, — il voit un moyen d'assurer la puissance politique à ceux qui ont fait leurs preuves de capacités économiques. Il taille des marches pour l'ascension des compétences.

Mais ce n'est pas seulement la consultation des capacités industrielles qui fait l'originalité des tentatives de rénovation auxquelles nous assistons. Le mouvement est plus large. Et c'est un mouvement de rapprochement général, une sorte de syndicalisation universelle. Bon gré mal gré on ne peut plus tirer chacun de son côté. L'État lui-même, en raison des demandes qu'il adresse aux États alliés, est obligé de rappeler aux détenteurs d'usines, ou de comptoirs ou de banques, que l'ordre dispersé n'est plus de mise.

En raison de la limitation du fret disponible, comme en raison du resserrement du crédit il faut qu'on s'entende aujourd'hui sur les quantités à importer ou à exporter, comme il faudra

qu'on s'entende demain sur l'ordre de priorité des réapprovisionnements et des reconstructions. Qu'on l'êut voulu ou non, la guerre a appris la solidarité au monde des affaires. Et c'est sur ce point peut-être que la guerre nous a fait faire le plus de progrès dans le sens du saint-simonisme.

Car telle était bien leur obsession : organiser. Ne laissons pas croire que la formule a été inventée par Ostwald. Les saints-simoniens, il y a cent ans bientôt, ressassaient ce thème de toutes manières. Quand les Pereire travaillent à la concentration des sociétés de Crédit comme à celles des compagnies de chemin de fer, ils ne font que mettre en œuvre, pour leur part, une idée chère à l'école. « Le véritable objet de l'économie politique, disait Enfantin, c'est la combinaison des efforts ». Pour cette combinaison, par laquelle on limitera les inconvénients d'une concurrence anarchique, l'entente aussi entre les banquiers qui sont comme les généraux de l'industrie, et dont les banques devraient être des « Chambres représentatives de travailleurs, occupés sans cesse à leur procurer au plus bas prix possible les matériaux de la production ».

Par où l'on voit que nombre de « rénovations » qu'on réclame aujourd'hui, comme imposées par les circonstances, sont précisément de celles qu'annonçaient et préparaient les grands inventeurs sociaux que sont les saint-simoniens.

La France d'après-guerre pourrait sans déchoir se remettre a leur école.

Quelque chose manque pourtant à cette école, et dont il serait peut-être dangereux de se démunir : et ce n'est rien moins que le sens démocratique.

Les disciples du messie-gentilshommes peuvent devenir socialistes ; ils ne redeviendront pas démocrates. Ils iront au peuple, mais toujours avec l'arrière-pensée de le mener. Le sentiment qu'ils lui prêchent avec le plus de complaisance, ce n'est pas seulement la confiance envers les capacités, c'est le respect envers les supérieurs. Ils demeurent donc, comme on disait alors, des hiérarques. Que le peuple veuille agir par lui-même, ou seulement critiquer et contrôler, c'est une idée qu'ils ont peine à admettre, tandis que les abus de pouvoir auxquels pourraient se livrer les capacités les inquiètent assez peu.

Et c'est ici sans doute que les tendances saint-simoniennes pourraient être utilement complétées ou corrigées par les tendances proudhoniennes. Pour rappeler les droits des peuples et la « capacité » de la classe ouvrière, personne n'égale l'ex-typographe devenu économiste. Né peuple, il reste peuple ; il est démocrate comme on respire.

Et j'entends bien qu'on a essayé, quelque temps avant la guerre, d'enrôler son ombre farouche dans le camp des anti-démocrates. Peur d'exploitations intellectuelles furent plus paradoxales que celle-là. Ce dont Proudhon ne veut à aucun prix, c'est qu'au nom de la démocratie on favorise l'Étatisme, qu'on renforce les institutions d'autorité. C'est pourquoi il part en guerre avec tant de véhémence contre un Louis Blanc. Mais il est le premier à vouloir préparer ce qu'il appelle, avant les Sidney Webb, la démocratie industrielle. Il maintient que pour établir enfin un ordre stable, — stable parce qu'égalitaire, — jusque dans la vie économique le contrôle exercé par les producteurs demeure nécessaire. Et par producteurs il entend, non pas les capitaines

d'industries, mais l'armée industrielle, la masse des travailleurs. Ceux-là seuls peuvent faire vivre en harmonie « la Marianne des champs et la Sociales des Cités ».

Ils agiront donc d'un commun accord sur le taux des échanges. Ils rendront aux produits du travail leur valeur vraie, en les délivrant des péages que leur fait payer l'agio sous toutes ses formes. Ils mettront enfin le crédit à la disposition du travailleur. Si le socialisme des saint-simoniens est un socialisme de la production, celui de Proudhon est un socialisme de l'échange. Et c'est d'abord par une réorganisation des Banques du peuple qu'il pense sauver le monde. Mais il va sans dire que les Compagnies ouvrières qu'il appelle de ses vœux, destinées à constituer une fédération agricole-industrielle d'égaux, ne sauraient agir sur le taux des échanges sans agir d'abord sur les conditions de la production.

Et c'est pourquoi ce ne sont pas seulement les coopératives, mais aussi bien les syndicats qui peuvent se réclamer de la tradition proudhonienne. Quiconque pense que pour la rénovation de la vie économique, la première condition est la participation, à la gestion des travailleurs eux-mêmes, celui-là est proudhonien d'esprit.

« Le maximum de production pour le maximum de salaire dans le minimum de temps », tel est notre programme, disait Jouhaux dans une séance dès à présent fameuse. Albert Thomas de son côté, dans l'*Information ouvrière et sociale*, résumait la pensée des ouvrières d 'aujourd'hui par la formule suivante : « tout ce qui est production est nôtre ». Formule et programme ont certes de quoi réjouir les néo-saint-simoniens. Mais pour que ce beau plan se réalise dans toutes ses parties, suffirait-il de faire confiance aux « supérieurs » ? Ne serait-il pas utile de leur suggérer, ou même nécessaire de leur imposer telles mesures qui empêchent l'industrie, comme il est arrivé d'oublier l'homme pour les choses ? Ce qui revient à dire qu'on appellerait Proudhon à la rescousse…

En fait ceux qui se proposent de renouveler les doctrines syndicalistes en tenant compte des expériences mêmes de la guerre, — les rédacteurs de « *La Clairière* » par exemple, — ne s'y trompent pas ; ils ne manquent pas de reprendre l'idée d'un *retour à Proudhon*…

Ainsi en même temps que le Saint-simonisme, le Proudhonisme ressuscite sous nos yeux — tous deux comme redressés de façon inattendue par la grande secousse.

Redressés — pour s'affronter encore comme jadis ? ou pour collaborer en se limitant l'un l'autre ? Bref assisterons-nous à un nouveau duel, ou à un mariage de raison ?

La réorganisation de l'industrie dont tout le monde sent le besoin, devra-t-elle s'opérer *par en haut*, à la manière saint-simonienne, ou pourrait-elle faire une large place aux aspirations *d'en bas*, comme l'eût voulu Proudhon ?

Grave question, on le devine. L'observatour y pourra répondre, peut-être dans quelques années…